

Le budget—M. Stanfield

Une voix: Ou à l'émission Laugh In.

M. Stanfield: Non pas, c'est sérieux. Après la prochaine campagne électorale, il écrira dans le «Capital Report», comme quelqu'un qui fait son travail en regardant en coulisse dans les journaux.

Puis nous avons la vieille chanson, chantée à nouveau par le *Wall Street Journal* et le *Financial Times* sur la situation brillante de l'économie canadienne. Je voudrais citer un article du *Financial Times* du 29 avril intitulé «de plus en plus curieux»:

La conduite de M. Trudeau était curieuse sous plus d'un aspect la semaine dernière.

Une voix: Quelle semaine?

M. Stanfield: La semaine précédant le 29 avril. Je comprends bien que le député demande quelle semaine. L'article poursuit:

Lors d'une réunion à Hamilton, il est censé avoir dit que le problème principal du Canada était l'inflation mais «l'opposition ne veut pas attendre les quelques semaines ou mois qu'il faudra pour qu'il soit évident que nous avons résolu le problème».

Des voix: Oh, oh!

M. Stanfield: L'article poursuit:

La dernière fois que M. Trudeau déclarait qu'il avait battu l'inflation c'était en décembre 1970. Au cours des trois années qui se sont écoulées depuis, le Canada a connu une hausse de 23 p. 100 dans les prix à la consommation. Il ne faut pas s'étonner qu'on ait des sueurs froides chaque fois que le premier ministre déclare qu'il a gagné la bataille.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Pratiquement tous les chroniqueurs consciencieux du pays sont pleins de mépris pour le bill qui se veut contre les pratiques abusives, présenté par le gouvernement. Le premier ministre s'en dit fier et il est prêt à l'appuyer et à le soumettre au pays. Eh bien, je l'attends avec plaisir vraiment, parce qu'aucune autre mesure ne montre mieux l'arrogance, l'incompétence, l'hypocrisie et la malhonnêteté pure et simple du gouvernement actuel.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Au cours de la campagne électorale de 1972, le ministre des Finances s'est beaucoup éloigné de leur slogan. Il a avoué que celui-ci le faisait rigoler. Il sera intéressant de voir comment il va réussir à se dissocier du projet de loi préféré du premier ministre pour la campagne à venir. Si au cours de la dernière campagne le slogan faisait rigoler le ministre des Finances, le projet de loi le fera mourir de rire.

Le ministre trouve le budget qu'il a présenté responsable. Comment peut-on croire que ce gouvernement a un sens des responsabilités alors que sa politique économique et son budget sont les plus beaux exemples d'irresponsabilité et de réclame tapageuse qui aient jamais été donnés en insulte à l'intelligence des députés? Comment peut-on croire que le ministre des Finances se comporte en homme responsable alors qu'il refuse de dire à la Chambre quel revenu perd son gouvernement pour l'année financière en cours à cause des concessions fiscales accordées aux industries de fabrication et de transformation? Il a refusé de donner ce renseignement. L'an dernier, son sous-ministre

[M. Stanfield.]

nous a donné le chiffre, pas en Chambre, seulement à ceux d'entre nous qui l'avons rencontré. Le sous-ministre nous a promis que si nous n'obtenions pas une réponse lundi soir à cette question, il nous la donnerait au plus tard mardi matin.

● (1640)

M. Turner (Ottawa-Carleton): Ce n'est pas ce qu'il a dit.

M. Stanfield: J'étais là. Je l'ai entendu moi-même. Par votre intermédiaire, monsieur le président, j'aimerais demander au ministre pourquoi il masque les faits de façon aussi peu judicieuse en refusant de donner ces renseignements qui, l'an dernier, étaient librement obtenus? Ne se rend-il pas compte de la gravité du doute et de la méfiance qui suivront son refus de divulguer ces renseignements?

L'honorable représentant de York-Sud (M. Lewis) a déjà cité un chiffre aussi élevé qu'un milliard de dollars. Le ministre hoche la tête. Tant qu'il ne nous aura pas donné ce renseignement, il nuira aux industries de fabrication et de transformation car les doutes seront nombreux. Je ne sais pas comment on va détromper le député de York-Sud si le ministre n'est pas prêt à dire quelque chose. Est-ce un exemple de responsabilité de la part du ministre des Finances?

Des voix: Non.

M. Stanfield: Dans son discours d'hier, le premier ministre disait—en fait il l'a répété je ne sais combien de fois—qu'il serait irresponsable de renverser ce gouvernement. A mon avis, rien ne serait plus irresponsable que de le laisser au pouvoir.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Je suppose cependant qu'il faut tenir compte de l'étrange logique de quiconque n'a rien à offrir au pays et doit donc élaborer une stratégie électorale en s'en prenant à l'opposition et en promettant un demi-milliard aux sociétés pétrolières.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, le premier ministre était si impatient de révéler aux sociétés pétrolières la somme qu'elles pouvaient s'attendre de recevoir et comment elles pouvaient s'attendre de la partager, qu'il leur a donné des chiffres leur montrant ce à quoi elles pouvaient s'attendre de la part d'un gouvernement libéral actuel ou futur. Donc, le premier ministre a inauguré sa campagne électorale en développant surtout ces deux thèmes: attaquons l'opposition et donnons un demi-milliard aux sociétés pétrolières.

Une voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Je tiens à dire que cette attaque de l'opposition officielle a autant de valeur qu'une allumette mouillée. Naturellement, il n'est pas difficile de savoir comment l'allumette s'est mouillée. De toute évidence, c'est l'œuvre de l'honorable et renommé monsieur de l'autre endroit, bien connu sous le nom de faiseur de pluie.